

Éditorial

Arash Mohtashami-Maali

Numéro 135, printemps 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/40961ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Mohtashami-Maali, A. (2007). Éditorial. *Liaison*, (135), 3–4.

Éditorial

ARASH MOHTASHAMI-MAALI



LE PRINTEMPS ARRIVE et, avec lui, les fleurs, les couleurs, le soleil et peut-être des temps un peu plus doux... C'est à peu près le seul changement immédiat que je peux annoncer ici... Mais, en parlant du climat, de nouvelles élections s'annoncent à l'horizon et, avec elles, vient la pluie des promesses dont on va nous inonder jour et nuit. Pour vous et moi, la différence sera minime : un gouvernement va diminuer les impôts directs et ajoutera la même somme en impôts indirects ; un autre fera le contraire. L'un paiera des milliards pour acheter quatre avions de transport militaire (tout en retardant la réalisation de la promesse du début de l'année des 50 millions de dollars supplémentaires pour le Conseil des Arts du Canada) ; l'autre investira l'argent dans un autre budget *prioritaire*. Bien sûr, je schématise, mais les faits parlent à eux seuls : il n'y a jamais d'argent pour l'éducation, la culture, les arts, la santé et le secteur social... Pourquoi ? Les raisons qui nous sont présentées, aussi légitimes qu'elles paraissent dans un discours politique, semblent ne pas faire l'unanimité dans la population : l'ancien gouvernement parlait du déficit national, le nouveau a pour étendard la défense nationale et la sécurité... Tristement, je n'ai pas de réponses et comme beaucoup de gens, je n'adhère pas toujours aux raisons que nos gouvernements trouvent valables.

Ce qui est évident, c'est que certains facteurs ne nous aident pas et jouent contre nous. Le clivage entre les communautés à travers le pays en est un. Le manque d'unité nationale permet à tous les pouvoirs en place de régner en divisant : séparer les revendications, créer des compétitions au sein même de chaque communauté et chaque secteur et ainsi défaire toute tentative de regroupement et de création de front commun.

Dans le domaine des arts et de la culture, la situation devient de plus en plus intolérable. Alors que depuis des années, l'ordre du jour était la production, la rentabilité, la structure et la planification, aujourd'hui l'industrie artistique se doit de recevoir les fonds nécessaires pour aller de l'avant et profiter des infrastructures que chaque secteur a mises sur pied. Mais, malheureusement, les budgets actuels de la majorité des organismes artistiques ne connaissent pas d'augmentation notable. Les organismes subventionnaires nous disent sans cesse : nous comprenons que vous êtes en expansion, mais notre budget est limité. Ils nous disent sans cesse qu'augmenter les subventions d'un organisme signifie couper dans la part allouée à d'autres organismes. Mais ce discours n'aurait-il pas des effets négatifs dans le milieu des arts ? La course aux subventions peut avoir comme conséquence la création d'une compétition

féroce entre les organismes artistiques et littéraires et entre les différents secteurs. Il y a quelque temps de cela déjà, dans les coulisses d'un événement, j'entendais les membres d'un secteur artistique s'inquiéter car on venait d'apprendre qu'un nouvel organisme venait d'être créé... Ces personnes savaient très bien que si le nouvel organisme obtenait des subventions, cela signifiait des coupures dans leur propre budget...

Mais, y a-t-il d'autres effets retors dans ce fonctionnement qui nous paraît aujourd'hui si naturel? Je constate de plus en plus que nous nous acharnons contre nous-mêmes : contre nos rêves, contre nos réalités, contre nos besoins. Les organismes artistiques et culturels, où qu'ils soient, sont appelés à s'adapter aux ministères, aux critères d'admission des différents programmes, à mouler leurs objectifs et donc leurs rêves, aux guides des demandes de subvention. Ils finissent par sacrifier beaucoup d'eux-mêmes pour pouvoir fonctionner. C'est l'étrange réalité de l'industrie artistique et culturelle dont sont issus l'identité de notre peuple, sa créativité et, finalement, son patrimoine. Nous dansons le tango et la valse pour les organismes subventionnaires, et la claquette et le rock'n'roll pour le distributeur, les libraires et le public... Au fil des ans, nous nous rendons compte que chaque projet, chaque étape de notre fonctionnement ont été déformés pour atteindre des objectifs qui ne sont même pas les nôtres... Bien entendu, on nous a demandé de faire des efforts, on nous a poussés à nous adapter, à nous aligner sur les priorités du ministère et, chemin faisant, nous nous sommes sacrifiés, en sacrifiant nos objectifs et nos rêves communs.

Je serais consolé si je voyais qu'il s'agissait là d'une situation commune à toutes les industries. Par exemple, si l'on avait obligé le secteur aérospatial, le secteur forestier et bien d'autres secteurs qui profitent des subventions de l'État à fonctionner avec les mêmes principes. Si les ministères concernés avaient établi des critères aussi précis pour que les industriels du secteur de l'aérospatiale puissent profiter de l'aide du gouvernement, je me serais dit : les règles du jeu sont les mêmes pour tous... Sauf que ce n'est pas le cas. Quand il s'agit d'aider ces secteurs, les poches du gouvernement deviennent, par hasard, très profondes. Et puis, nous n'avons pas encore vu Bombardier faire de la pétrochimie... En revanche, certains ministères ne se gênent pas pour demander à un éditeur de revue de mener des activités pour « reconnaître et affirmer les droits et renouveler le *leadership* au sein de notre communauté » ; pour lui donner une note de 10/15 et lui couper entièrement ses subventions de projet. Il y a sans doute un lien entre l'édition d'une revue et le rôle de *leader*, mais il faut pousser loin pour le trouver... Demandons la même chose à Bombardier et vous verrez, ils vont déménager en Asie du Sud. Et si le CRTC exige ce genre d'engagement de Québecor, cette compagnie cessera à nouveau ses paiements men-

suels au Fonds canadien de télévision, diminuera la vitesse de transmission du câble de Vidéotron ou prendra je ne sais quelle autre action parfaitement légale qui obligerait madame Oda, ministre du Patrimoine canadien, à remplacer encore le directeur du CRTC...

Un ami m'expliquait que si le gouvernement est aussi généreux envers les autres industries, c'est à cause des emplois... Dans le savoir commun des gens, les subventions octroyées aux secteurs de production et d'exploitation constituent une nécessité alors que le financement des arts et de la culture est considéré comme une aumône. Mais, pour répondre à mon ami, il suffit de dire que le secteur qui a le plus grand nombre d'employés au Canada (dans les deux langues officielles) est l'industrie artistique et culturelle. Pourtant, l'investissement gouvernemental (incluant toutes les agences satellites) n'a connu aucune augmentation marquée depuis des années. Les ministères liés aux arts et à la culture ont même connu des coupures. Cela va sans dire que les sommes investies dans le domaine ne sont pas proportionnelles à l'im-

portance du secteur des arts et de la culture en matière d'emplois. Quelles sont donc les raisons qui poussent les différents gouvernements à faire des choix qui paraissent aussi aberrants ?

J'essaie, depuis des années, d'examiner ce problème sous plusieurs angles et, à chaque fois, je me trouve devant les mêmes conclusions : injecter plus d'argent dans le domaine permettrait à nos industries : 1) de se développer et de participer encore plus activement à l'économie de notre pays ; 2) de s'unir et de former un front commun. Et je finis toujours par avoir la même déduction : si la conséquence première peut séduire les gouvernements, les expériences passées ont montré aux tenants du pouvoir qu'il ne faut jamais se trouver devant un front uni d'artistes. La volonté cachée serait-elle donc de nous priver dans l'espoir de nous séparer ? On sait tous que les artistes, les écrivains et les intellectuels ont joué un rôle majeur dans l'histoire du Canada. Et puis, nous oublions souvent que les artistes et les écrivains sont plus proches de l'électeur que les politiciens...

Pour ma part, je me contente de vivre ce que le jeune et romantique Julien Sorel dans *Le Rouge et le noir* (Stendhal) disait : « Il paraît que mon destin est de mourir en rêvant ». Et à cette heure avancée de la nuit, je ne me souviens pas qui disait : « les rêves d'aujourd'hui sont les réalités de demain ». ■

[...] injecter plus d'argent dans le domaine permettrait à nos industries :

- 1) de se développer et de participer encore plus activement à l'économie de notre pays ;
- 2) de s'unir et de former un front commun.